

# Seizième réunion d'information trimestrielle avec les ambassadeurs africains

M. Abdalla Hamdok,  
Secrétaire exécutif par intérim,  
CEA

9 novembre 2016  
Addis-Abeba

# Note d'information

Le Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) organise la seizième réunion d'information trimestrielle avec les ambassadeurs africains accrédités en Éthiopie le 9 novembre 2016 à Addis-Abeba pour un échange de vues sur les activités de la Commission. La présente note donne une vue d'ensemble du travail de fond réalisé par la Commission ces quatre derniers mois, met en exergue les principales manifestations prévues pour les trois mois à venir et présente certains partenariats nouvellement établis.

Le Secrétaire exécutif par intérim saisit cette occasion pour informer que de nouvelles directives concernant l'utilisation appropriée de l'image de marque de la Commission ont été publiées. Ces directives figurent dans un livre présentant la marque CEA, l'objectif étant que les efforts de vulgarisation et de communication consentis présentent la Commission de manière globalement précise, consistante et cohérente. Ce livre est le fruit de plusieurs mois d'efforts déployés par le Conseil de direction pour formuler un nouveau système d'identité visuelle de tous les produits imprimés et numériques internes et externes de la CEA et de son infrastructure physique.

## Activités menées de juillet à septembre 2016

La présente note porte sur les activités de fond, regroupées en thèmes liés au programme de travail de la Commission : grandes manifestations ; production de savoir et partage de l'information ; renforcement des capacités, ce qui englobe l'appui technique apporté aux États membres et la recherche de consensus.

## A. Grandes manifestations

### 1. Examen de la stratégie du système africain d'information géologique et minérale

Une réunion de géologues chargés de revoir la stratégie du système africain d'information géologique et minérale s'est tenue en août au Cap (Afrique du Sud). La stratégie présente des initiatives conformes à la Vision africaine des mines qui amélioreront l'information géologique et géospatiale ainsi que son utilisation dans le secteur minier et dans le processus de développement en général en Afrique.

### 2. Réunion de groupe d'experts sur les recensements de la population et des logements

En juillet, une réunion de groupe d'experts chargés de réviser le supplément africain aux principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements s'est tenue au Kenya. Elle avait pour principal objectif d'examiner le projet de révision n° 1 du supplément africain aux principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements ; elle a donné lieu à d'autres contributions qui pourraient être examinées dans le processus de la révision, en particulier en ce qui concerne les changements conceptuels et de définition ainsi que les besoins de données qui pourraient découler du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063. Des rencontres ont eu lieu en marge de la réunion pour examiner le plan de travail pour 2016-2020 du Programme africain de la Décennie des recensements de la population et des logements (2015-2024).

### 3. Forum régional sur le régionalisme développemental, la paix et la transformation économique en Afrique australe

Le forum a été organisé en partenariat avec l'African Peacebuilding Network du Social Science Research Council (États-Unis), en collaboration avec le secrétariat de la SADC et a été accueilli par le Royaume du Swaziland en septembre. Il avait pour

principal objectif d'interpeller les participants sur la notion de régionalisme développemental et sur la manière de l'appliquer à l'Afrique australe dans le contexte de la trajectoire de développement de la SADC. La déclaration finale du forum propose des options et stratégies sur la manière de prendre en compte le régionalisme développemental et de l'appliquer à l'Afrique australe, qui sont présentées aux États membres, aux communautés économiques régionales, aux organisations intergouvernementales et aux partenaires de développement pour examen, dans le cadre de la promotion de la transformation économique dans la sous-région. La CEA a également présenté les conclusions préliminaires de travaux de recherche menés sur les questions suivantes: la théorie et le discours du régionalisme développemental ; l'union monétaire en Afrique australe ; l'indépendance des banques centrales en Afrique australe : avancées et perspectives ; l'harmonisation du développement et de la politique relative à la chaîne de valeur minière dans la SADC : défis et perspectives.

#### 4. Réunion publique de l'Organisation mondiale du commerce

En juillet et septembre, la CEA a participé à la quatorzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Nairobi, et y a fait des interventions ; elle a également organisé une séance de travail à la réunion publique de l'Organisation mondiale du commerce. Au cours de ces rencontres, elle a présenté trois de ses rapports intitulés : Innovation, compétitivité et intégration régionale ; Indice africain d'intégration régionale ; Politiques d'investissement et traités d'investissements bilatéraux en Afrique : incidences pour l'intégration régionale. Le lancement de cette dernière publication a été suivi d'une table ronde sur les défis et les recommandations de politique liés à la mobilisation de l'investissement direct étranger en Afrique, qui est orienté vers les objectifs de développement du continent et sur la manière dont les perspectives de création d'un environnement plus favorable à l'investissement pourraient être recherchées tout en envisageant de réformer le système de règlement des différends relatifs aux investissements, qui existe actuellement dans le cadre des traités d'investissement.

#### 5. Sixième Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique

Sous les auspices du Programme d'information climatique pour le développement (ClimDev-Afrique), la CEA a coordonné la sixième Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique, tenue en octobre en Éthiopie sur le thème : « l'Accord de Paris : quel avenir pour l'Afrique ? ». La Conférence avait pour principal objectif de faire comprendre les implications, les nuances, les défis et les perspectives de la mise en œuvre de l'Accord de Paris pour l'Afrique dans le contexte de ses priorités de développement.

#### 6. Lancement continu du Rapport économique sur l'Afrique, 2016

Au cours de la période examinée, le *Rapport économique sur l'Afrique, 2016* a été lancé dans plusieurs pays : à Lusaka (Zambie), à Khartoum (Soudan), à Addis-Abeba (Éthiopie), à Abuja (Nigéria) et à Accra (Ghana).

### B. Production de savoir et partage de l'information

Les activités de production de connaissances de la CEA ainsi que les produits de savoir couvrent un large éventail de questions économiques d'actualité. Sont énumérées ci-après, quelques-unes des publications qui ont été achevées durant la période considérée :

- a) *Millennium Development Goals to Agenda 2030/Sustainable Development Goals Transition Report 2016*;
- b) Politiques d'investissement et traités d'investissements bilatéraux en Afrique : incidences pour l'intégration régionale ;
- c) Nouveau pastoralisme marginal: développement, conflits et insécurité dans la Corne de l'Afrique et au Sahel ;
- d) *Flash Statistiques-Afrique* qui présente certains indicateurs de la situation macroéconomique et sociodémographique de l'Afrique ;
- e) Framing matters: a transformative taxonomy for Africa's minerals;

- f) Renforcer les capacités dans le domaine du génie biomédical afin d'améliorer les résultats des soins de santé en Afrique ;
- g) « Améliorer l'accès au financement pour renforcer l'autonomisation des femmes en Mauritanie: réflexions sur le secteur de la microfinance, bonnes pratiques et leçons à tirer » ;
- h) "A Transformative Agenda for Monetary and Exchange Rate Policies, Africa's Debt Sustainability and Appropriate Policy Responses";
- i) Des notes d'orientation sur la transformation du secteur des transports mettant l'accent sur les contributions prévues déterminées au niveau national ; la planification à long terme du développement: une fondation permettant de réaliser les objectifs de développement durable en Afrique ; une industrialisation écologique de l'Afrique ; la mise à nu du rôle des acteurs internationaux dans les pratiques de corruption en Afrique ; la prise en compte des priorités de l'Afrique en matière de financement du développement ;
- j) Une fiche d'information sur le commerce des produits alimentaires dans le contexte des changements climatiques ;
- k) Une étude sur « La planification du développement de l'Afrique : enseignements, indications et messages à retirer des expériences passées et présentes » ;
- l) L'étude sur « L'optimisation de la mobilisation des recettes intérieures et la création de valeur ajoutée des ressources minérales de l'Afrique en vue de l'harmonisation des régimes fiscaux dans le secteur minier » ;
- m) L'étude sur « Les incidences des flux financiers illicites sur la mobilisation des ressources intérieures : optimiser les recettes minières de l'Afrique » ;
- n) Des articles de revues portant sur des mécanismes régionaux optimaux d'intégration du commerce en Afrique du Nord pour une politique pro-industrielle ; l'analyse

des chaînes de valeur des produits agricoles et les émissions de gaz à effet de serre dans le cas du riz et du maïs en Afrique de l'Ouest : les incidences sur la sécurité alimentaire ; la chaîne de valorisation des produits agricoles stratégiques en Afrique pour accroître la production vivrière : l'approche régionale en vue de la sécurité alimentaire.

## C. Renforcement des capacités

L'appui technique de la CEA à ses États membres durant le dernier trimestre a essentiellement reposé sur les activités suivantes : cours de formation, renforcement des capacités et prestations de services consultatifs techniques dans les domaines de la gestion et de la planification économique.

### 1. Formation et développement des capacités

#### (a) Institut africain de développement économique et de planification

L'organe de formation de la Commission, à savoir l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), continue de dispenser des cours de formation à des hauts fonctionnaires et des fonctionnaires en milieu de carrière d'États membres africains sur les plans nationaux de développement et l'amélioration de la formulation des politiques économiques. Ainsi, 74 fonctionnaires de 34 pays africains ont bénéficié d'une formation dans divers domaines thématiques, l'objectif étant de renforcer les capacités des décideurs en matière de formulation de politiques économiques et de plans nationaux de développement. Les nouveaux cours portent notamment sur : les politiques en matière de minéraux et négociations des contrats ; les politiques sociales pour les planificateurs du développement ; un atelier de formation de formateurs en gestion de politiques économiques tenant compte de la problématique homme-femme ; un atelier de formation de formateurs à la production d'estimations et d'indicateurs démographiques.

D'autres nouveaux produits sont le lancement d'un programme de télé-enseignement basé sur la publication phare de 2015, le **Rapport économique sur l'Afrique** portant sur le thème « L'industrialisation par le commerce ». En outre, le programme

de bourses d'études Tajudeen Abdul Raheem pour le cycle 2016–2017 a été annoncé. Ce programme offre aux cadres travaillant sur des questions pertinentes de gestion et de développement économique pour le compte de divers groupes de décisions en Afrique l'occasion d'examiner en profondeur un thème choisi d'un commun accord. Les lauréats du programme sont tenus d'établir un rapport de recherche sur les politiques et une note d'information.

Des formations diverses ont été également dispensées pour recycler et renforcer les capacités internes. Elles ont porté notamment sur les sujets suivants:

- a) Communications stratégiques à l'intention des cadres supérieurs et conseillers pour les doter des compétences de porte-parole et de présentateur ;
- b) Compétences de meneur d'opinion à l'intention des directeurs ;
- c) Compétences d'assurance qualité pour les gestionnaires de programmes ;
- d) Collecte de données en vue de la constitution et de la consolidation de la base de données continentale de la CEA ;
- e) Intégration de la problématique homme-femme dans les programmes et les opérations.

## **(b) Renforcement des capacités statistiques**

Voici un échantillon du type d'appui apporté par la Commission :

- a) Missions techniques à Cabo Verde, en Égypte et au Gabon pour l'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique. Le résultat escompté du projet est l'amélioration des capacités de production et de diffusion des comptes nationaux dans les États membres, qui devraient porter sur les domaines prioritaires concernant les statistiques économiques de base et les comptes nationaux ;
- b) Atelier régional sur la production d'estimations démographiques et des indicateurs connexes,

organisé au Sénégal par la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales, dans le but de renforcer les capacités techniques des fonctionnaires chargés de la production des estimations démographiques et des indicateurs connexes ;

- c) Stages pratiques sur les statistiques agricoles menés en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Zimbabwe sur les méthodologies de l'enquête et du recensement agricoles.

Par ailleurs, un site Web régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et l'établissement des statistiques de l'état civil ([www.apai-crvs.org](http://www.apai-crvs.org)) a été inauguré par la CEA en sa qualité de secrétariat du Programme pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique. Il fournira la base et les outils d'un échange d'informations et de connaissances entre les pays, les partenaires de développement et les institutions de formation et de recherche et permettra d'améliorer la coordination, le suivi et l'évaluation du programme régional d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil. Les informations serviront également à établir un tableau de bord régional qui présentera un état plus détaillé des progrès accomplis concernant divers aspects de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique.

## **2. Services techniques et consultatifs**

Au cours de la période considérée, un appui technique et des services consultatifs ont été fournis dans plusieurs domaines. Quelques faits saillants et exemples sont présentés ci-après.

### **(a) Les ressources naturelles de l'Afrique, les problèmes environnementaux et le développement durable**

- En ce qui concerne les questions liées au climat, une aide au renforcement des capacités a été fournie grâce à l'organisation d'un atelier de formation à l'intention des parlementaires et des organisations de la société civile sur l'importance des services d'information climatiques dans la planification du développement, qui a abouti à l'adoption d'une résolution et d'un plan d'action devant

être mis en œuvre par les parlements africains. Un appui technique et consultatif a été fourni au service météorologique des Seychelles en matière de système d'alerte précoce et de base de données sur le climat. En outre, la Facilité d'investissements pour la lutte contre les changements climatiques en Afrique, conjointement mise en place par la CEA, la Banque mondiale, la CUA et la BAD, est devenue opérationnelle avec un financement de démarrage accordé par le Fonds nordique de développement. Elle a pour objectif de renforcer les capacités des institutions africaines (y compris les gouvernements nationaux, les organisations des bassins fluviaux, les communautés économiques régionales, les pools énergétiques, etc.) en matière de planification, de conception et d'exécution d'investissements adaptés à la variabilité et aux changements climatiques dans des secteurs donnés.

- En ce qui concerne la Vision africaine des mines et les visions nationales des mines, un appui technique et consultatif continue d'être apporté aux États membres, notamment au Ministère des mines du Lesotho pour la révision d'un projet de loi sur les mines et pour des avis d'expert sur les réformes institutionnelles concernant le Ministère ; au Malawi, pour une concertation et des consultations sur l'élaboration d'une vision nationale des mines et sur l'adaptation de la Vision africaine des mines ; à l'Érythrée pour l'élaboration de sa vision nationale des mines ; au Kenya pour enclencher le processus d'élaboration d'une vision nationale des mines. En outre, un atelier de sensibilisation a été organisé en Sierra Leone à l'intention des spécialistes de la communication et autres opérant dans le pays pour leur faire mieux comprendre la Vision africaine des mines et la politique de base sur les minéraux, ainsi que les orientations tactiques à communiquer sur ces processus ;
- Un appui technique et consultatif en matière de renforcement des capacités de négociation, de mise en œuvre et de suivi des contrats est fourni à un certain nombre de pays dont le Burkina Faso, le Tchad, le Congo, la Guinée équatoriale, le Malawi

et le Niger. Il s'agit, dans chaque pays, d'un processus comprenant deux étapes : i) l'organisation d'un atelier pour recenser les lacunes en capacités de négociation, et ii) la mise en application des ateliers de formation. En outre, des avis stratégiques concernant la négociation des contrats ont été mis au point pour l'initiative CONNEX (une initiative du G-7 visant à renforcer l'aide aux pays en développement concernant la négociation de contrats complexes) et la concertation sur le développement fondé sur les ressources naturelles poursuivie par le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques ;

- Dans le domaine de l'énergie, un appui continue d'être fourni aux initiatives relatives aux énergies renouvelables basées en Afrique. À titre d'exemple, l'appui technique fourni au Rwanda se poursuit dans le cadre de l'examen entre pairs d'une étude sur la viabilité du déploiement de la technologie du biogaz dans le pays dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 ;
- La CEA continue de soutenir l'économie bleue en jouant le rôle de catalyseur de la transformation économique à l'occasion de plusieurs forums dont : la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD VI) tenue à Nairobi, où elle a présenté l'initiative relative à l'économie bleue visant à partager des expériences et promouvoir des actions en Afrique axées sur la gestion durable des océans ; la vingt-troisième assemblée générale annuelle des actionnaires de la African Export Import Bank tenue aux Seychelles, où a été présentée la communication : « The Blue Economy : Making Structural Transformation Possible in Africa ».

## **(b) Commerce, industrie et infrastructure**

- Des travaux d'analyse sur une industrialisation propice à la transformation structurelle de l'Afrique dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale sont en cours, l'objectif étant d'aider l'Union africaine à mettre en place cette zone au plus tard en 2017. La

CEA a également apporté une contribution technique à l'évaluation de l'impact de cette zone sur les droits de l'homme, élaborant le plan de l'étude censée déboucher sur des recommandations relatives au modèle à retenir pour que la Zone n'ait pas d'effets négatifs sur le droit à l'alimentation, les moyens de subsistance et le droit au travail.

- Des experts ont également été invités à une réunion pour examiner le plan d'action continental sur l'intensification du commerce intra-africain, passer en revue les activités de surveillance et d'évaluation en cours et réfléchir à la voie à suivre pour mettre en place un mécanisme cohérent de suivi des progrès accomplis en ce qui concerne les priorités définies dans le plan d'action. Les experts ont décidé de l'élaboration d'une stratégie régionale de suivi d'indicateurs clefs, fondée sur les travaux déjà accomplis à cet égard par les commissions économiques régionales et d'autres parties prenantes. Cette stratégie est en cours d'élaboration par la CEA.
- Dans le domaine industriel, la CEA a aidé l'Éthiopie à élaborer et à finaliser son premier plan directeur du tourisme, qui est censé orienter les activités touristiques en Éthiopie au cours des dix prochaines années. Le plan a été remis au Ministre éthiopien du tourisme et de la culture lors d'un atelier régional sur le tourisme organisé à Addis-Abeba par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). La CEA continue d'apporter un appui à la Guinée pour élaborer une charte nationale des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'au Nigéria pour favoriser le développement des PME.
- En ce qui concerne les questions liées à l'infrastructure, la CEA continue de collaborer avec l'Agence du NEPAD et les commissions économiques régionales (CEDEAO, SADC, CAE et UMA) en vue de la mise au point d'un cadre d'harmonisation des politiques, des lois et des règlements pour accroître les investissements du secteur privé dans des projets d'infrastructure en Afrique. Elle a aussi contribué à la mise au point d'un outil de plaidoyer mondial en faveur des 16 projets d'infrastructure au service de l'intégration

africaine, dont la liste avait été arrêtée lors du Sommet de Dakar sur le financement, tenu en juin 2014. Cet outil a été lancé à la bourse de New York en septembre 2016, en présence de représentants de fonds souverains.

### (c) **Politiques foncières, sécurité alimentaire et agriculture**

- En partenariat avec l'Union africaine, la CEA a lancé la campagne en faveur des droits fonciers des femmes, qui vise à favoriser l'application de la décision de l'Union africaine d'allouer 30 % des droits fonciers aux femmes africaines d'ici 2025. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-Habitat), elle a organisé un atelier d'experts sur l'élaboration des principes directeurs des programmes d'enseignement sur la gouvernance des ressources foncières en Afrique. À l'issue de vastes consultations avec d'autres parties prenantes, ces principes directeurs seront finalisés et soumis pour approbation aux organes délibérants de l'Union africaine. Elle a facilité un atelier préparatoire à un projet d'étude pilote sur l'intégration de la gouvernance des ressources foncières dans les plans nationaux d'investissement agricole, en collaboration avec l'Agence du NEPAD, le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique et le Fonds international de développement agricole (FIDA), atelier auquel ont participé des représentants de pays pilotes tels que la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Malawi, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la Tanzanie.
- L'assistance technique et les services consultatifs de la CEA ont également porté sur des initiatives relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, notamment une réunion d'experts pour valider les études de référence qui ont permis, à l'échelle régionale, de définir les priorités en matière de chaînes de valeur agricoles et de recenser les possibilités offertes par les agro-industries pour stimuler l'investissement et le commerce intra-africains dans le domaine des produits alimentaires intermédiaires et de haute valeur. En outre, la CEA a animé les débats d'une réunion entre l'Union africaine



et l'Union européenne sur l'investissement dans la sécurité alimentaire, tenue aux Pays-Bas en juillet 2016, au cours de laquelle elle a appelé à des efforts pour améliorer l'accès aux marchés régionaux et internationaux, ainsi qu'à une réforme agricole mondiale dans le cadre de l'OMC. Elle a également souligné l'importance d'une libéralisation des échanges intra-africains grâce à la Zone de libre-échange continentale en tant qu'outil de renforcement de la sécurité alimentaire à l'échelle de l'Afrique.

#### (d) Politique sociale

- En collaboration avec la Commission de l'Union africaine et le Programme alimentaire mondial, la CEA a lancé le Rapport sur le coût de la faim en Afrique pour le Ghana (en août) et le Tchad (en octobre). Les rapports sous-régionaux pour l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est de l'Indice africain de développement social ont également été lancés et continuent de susciter beaucoup de débats entre les États membres et les principales parties prenantes. En réponse à une demande spécifique concernant le rôle de l'Indice dans la promotion de politiques sociales inclusives, la CEA a organisé en septembre 2016 un atelier de formation à l'intention de fonctionnaires kényans.
- La CEA a pris part à la troisième réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), tenue à Surabaya (Indonésie), ainsi qu'à la Conférence elle-même, tenue à Quito, dans le but de s'assurer que les priorités de l'Afrique et la dimension régionale figurent en bonne place dans le programme de la Conférence et dans les activités futures. À Quito, la CEA a participé à plusieurs réunions, notamment une réunion de haut niveau sur la mise en œuvre du nouveau programme d'urbanisme au service de la transformation structurelle de l'Afrique et une manifestation parallèle sur la mise en œuvre régionale du plan d'urbanisme. En outre, la CEA a aidé des pays à élaborer un plan d'action pour promouvoir des villes africaines qui soient inclusives et durables. À cet égard, des services consultatifs sont actuellement fournis à cinq pays, à savoir

le Cabo Verde, le Cameroun, le Maroc, l'Ouganda et la Zambie.

- En ce qui concerne les questions relatives à la migration, la CEA a contribué à deux manifestations. La première, un colloque de l'Université de Genève sur la gouvernance mondiale des migrations et de l'asile, a rassemblé des chercheurs de premier plan, des hauts représentants et des experts d'organisations internationales et d'ONG travaillant dans le domaine des migrations internationales, dont les échanges de vues ont permis de définir les priorités pour les futurs travaux de recherche et actions politiques à mener conformément aux initiatives mondiales. La seconde, une réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux sur la migration de l'OIM, a permis à la CEA de participer à une table ronde sur la place de ces processus dans les partenariats multilatéraux au service du développement durable.
- En collaboration avec les universités et instituts de recherche africains, la CEA a organisé un forum consultatif sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, l'accent étant mis sur le rôle des instituts de recherche et des universités dans l'exploitation du potentiel offert par le programme de développement à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063. Ce forum a souligné la nécessité d'élaborer une stratégie claire pour renforcer les capacités de recherche, améliorer l'efficacité des études sur le genre et l'autonomisation des femmes, et mettre en place des réseaux de diffusion du savoir et de sensibilisation au programme de développement à l'horizon 2030 et à l'Agenda 2063.

#### (e) Comptabilité nationale

- Une assistance technique et des services consultatifs ont été fournis à la Guinée pour planifier et préparer les activités visant à améliorer la méthode de calcul du PIB et à réviser l'année de référence pour le PIB réel. Une évaluation des méthodes de compilation des comptes nationaux a été examinée, puis une feuille de route a été élaborée et présentée, assortie d'une note explicative sur la façon d'améliorer le calcul du PIB et de



modifier l'année de référence du PIB réel sur la base d'un exercice biennal.

- Un appui technique a également été fourni au Soudan du Sud en vue de l'élaboration et de la finalisation de son plan d'action sur le Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008. En outre, la CEA, en tant que secrétariat du projet africain sur le SCN 2008, a établi un rapport intérimaire sur la mise en œuvre de ce système en Afrique. Ce rapport servira de document de référence pour les parties prenantes au projet africain ainsi que pour les organisations régionales et internationales, qui seront ainsi à même de prendre des mesures ciblées, de combler les lacunes et d'éviter le double emploi.

#### **(f) Gouvernance**

- Un appui technique et des services consultatifs ont été fournis à plusieurs pays qui en ont fait la demande, notamment :
  - (a) La CEA a effectué une deuxième mission technique au Bénin pour aider le nouveau Gouvernement à évaluer son plan « Vision 2025 » en vue de l'élaboration du plan qui succèdera à cette vision ;
  - (b) Une mission exploratoire a été effectuée au Burkina Faso pour définir des domaines de collaboration, notamment la planification et les statistiques du développement, l'incorporation des ODD, la gestion du cadre macroéconomique ainsi que l'élaboration, la négociation et l'application de contrats miniers ;
  - (c) La CEA a aidé le Gouvernement gambien à améliorer les compétences de ses planificateurs ; à la suite d'une mission d'enquête, la CEA a soumis au Gouvernement, qui l'a accepté, un plan d'action précisant les domaines prioritaires, les projets, les calendriers et les responsabilités ;
  - (d) La CEA a poursuivi son appui à la Guinée en vue d'accompagner ce pays dans ses efforts de reconstruction après la crise. Il s'agit en particulier d'élaborer une vision de développement à long terme,

appelée « Guinée Vision 2040 », et, plus précisément, de réaliser des études de référence, d'organiser une série d'ateliers pour recenser les principaux acteurs de l'étude prospective nationale « Guinée Vision 2040 », de procéder à une analyse selon la méthode morphologique et de formuler des solutions stratégiques pour la Vision. En outre, un statisticien a été envoyé à Conakry pour fournir une assistance technique au pays dans le cadre de la révision de la période de référence de son PIB.

- (e) La CEA continue d'apporter un appui au Gouvernement libérien. C'est ainsi que, en application du Mémoire d'entente signé en juin, une mission multidisciplinaire a été effectuée au Libéria en juillet pour lancer le processus de mise en œuvre. A cet effet, un projet de plan d'action fondé sur les conclusions et les recommandations de la mission a été présenté et examiné. Une mission de suivi sera effectuée avant la fin de l'année pour mettre sur les rails le programme de coopération technique de la CEA.
- (f) La CEA a aidé le Gouvernement nigérien, dans le cadre de projets sur le terrain, à mettre en place un pôle de croissance au Niger en s'inspirant des bonnes pratiques du Burkina Faso, considérées comme les plus prometteuses de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Un appui technique et des services consultatifs ont également été fournis à la Commission du bassin du lac Tchad, pour l'aider à faire face à la situation critique qui mine les efforts de transformation structurelle des économies de la région ;
- (g) Une mission exploratoire au Nigéria a permis de définir les principaux domaines de l'appui technique et des services consultatifs de la CEA, notamment : i) recours aux PME pour une politique d'industrialisation judicieuse dans le pays ; ii) utilité des sauvegardes dans le commerce international ; iii) renforcement des capacités en matière de gestion et d'exécution de projets ;

iv) renforcement des capacités dans l'utilisation du Système d'information géographique (SIG) pour la planification du développement national ; et v) incorporation des objectifs de développement durable (ODD) dans le plan national. En outre, le Gouvernement nigérian a formulé une demande séparée concernant l'élaboration, la mise en place et la mise en œuvre opérationnelle de filets de protection et de sécurité sociales. La CEA et le Gouvernement nigérian signeront un Mémoire d'entente pour promouvoir la coopération économique.

- En outre, la mise en œuvre de la dixième tranche du Compte de l'ONU pour le développement a commencé. Il s'agit de renforcer la capacité des institutions nationales de planification à intégrer des politiques comptables fondées sur une analyse des faits dans le processus de planification du développement et celle des services statistiques nationaux à recueillir, à compiler et à produire les données nécessaires à la planification du développement. Les activités seront concentrées dans cinq pays (un par sous-région) ayant expressément demandé un appui technique, à savoir l'Égypte, le Cameroun, le Rwanda, le Bénin et la Zambie.
- Dans le domaine des flux financiers illicites, la CEA a organisé à Johannesburg (Afrique du Sud) la réunion inaugurale du Consortium sur la lutte contre les flux financiers illicites en provenance d'Afrique. Il s'agissait d'aider à une mise en œuvre cohérente des recommandations du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites, l'objectif ultime étant de juguler ce fléau. En outre, en collaboration avec l'organisation Tax Justice Network/Africa (Réseau pour la justice fiscale en Afrique), la CEA a organisé à Abuja la cinquième Conférence panafricaine sur la lutte contre les flux financiers illicites et sur la fiscalité.

#### **(g) Appui technique et services consultatifs fournis aux commissions économiques régionales**

- La CEA a apporté un appui technique et consultatif à une réunion organisée par le Horn Economic and Social Policy Institute (HESPI) en marge de la conférence annuelle de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) tenue à Addis-Abeba. Elle a également organisé une séance thématique sur la transition des Objectifs du Millénaire pour le développement et du NEPAD vers les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 ;
- Dans le cadre du suivi de la collaboration technique avec la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) en vue de l'élaboration et de l'adoption de la « Vision 2050 » de la Communauté en 2015, la CEA prépare la prochaine phase de cette collaboration, qui consistera à aider la CAE à mettre au point sa cinquième stratégie de développement ;
- Les travaux d'élaboration d'une stratégie pour orienter les activités de l'observatoire des TIC de la SADC ont commencé et devraient être achevés d'ici la fin de l'année. Cet observatoire est censé être un outil de promotion de l'industrialisation au sein de la SADC. Lorsqu'il sera achevé, cet outil servira à la construction d'une base de données et d'un portail, ainsi qu'à la rédaction de rapports, ce qui stimulera les échanges intra-africains au sein de la sous-région ;
- L'Observatoire de l'intégration régionale en Afrique, base de données qui contient des informations exhaustives sur le programme d'intégration régionale en Afrique, notamment les progrès accomplis et les difficultés rencontrées, a été lancé sur le site Web de la CEA, après une mise à jour et une révision exhaustive du contenu, avec l'aide des communautés économiques régionales.
- La CEA a apporté un appui technique à une réunion de l'Agence monétaire d'Afrique de l'Ouest, afin de consolider les progrès accomplis

par la CEDEAO en matière de coopération monétaire et de contribuer à la mise en œuvre progressive du mécanisme de collecte et d'analyse des données économiques et financières adopté par la sous-région. Un nouveau cadre de coopération a également été signé entre la CEA et l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), marquant un jalon important dans la coopération statistique avec AFRISTAT. La CEA a également apporté une contribution technique à une réunion ministérielle de la CEDEAO sur le transport maritime, tenue à Lomé.

- La CEA a fourni un appui technique et des services consultatifs à la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) afin de faire avancer l'intégration régionale, en ce qui concerne notamment la Zone de libre-échange sous-régionale, l'harmonisation des programmes de la CEEAC et de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), l'harmonisation du programme de l'ONU pour le développement durable à l'horizon 2030 avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'exploration des domaines de coopération future entre la CEA et la CEEAC.

## D. Recherche de consensus

La Commission a soutenu ses États membres dans la formulation de positions communes sur des questions importantes. Son soutien et sa collaboration techniques à cet égard ont pris diverses formes, dont les suivantes :

- La Commission a facilité la tenue en juillet et août, à Nairobi, de réunions d'experts auxquelles ont pris part des représentants de la CUA, de la BAD et de la CEA, ainsi que des spécialistes du monde universitaire sélectionnés à cette fin, en vue de la rédaction d'un projet d'accord de libre-échange qui alimentera les travaux du Forum de négociation de la zone continentale de libre-échange;

- En prévision de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Commission a organisé en partenariat avec la BAD-Maroc et le Comité de pilotage de la COP22 une réunion des ambassadeurs africains. Les participants ont appelé les ONG et les associations d'entreprises africaines à renforcer et à coordonner leur participation à la Conférence des Parties au Maroc;
- Sous la direction de la CUA et dans le cadre de l'exécution du Programme de développement des infrastructures en Afrique, la CEA et d'autres organisations ont validé les plans d'action visant à doter le secteur africain de l'électricité d'un cadre réglementaire harmonisé. Les plans d'action définitifs seront présentés à l'occasion de la prochaine session du Comité technique spécialisé sur l'énergie qui se tiendra à la fin du mois de novembre à Addis-Abeba;
- La Commission a également assuré la promotion des priorités du développement urbain en Afrique, qui sont énoncées dans des engagements tels que la Position africaine commune présentée à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en octobre. Elle a contribué ce faisant à l'adoption du Nouveau Programme pour les villes appelé à être exécuté au cours des 20 prochaines années. La Commission compte soutenir la mise au point de lignes directrices africaines pour la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, en cohérence avec d'autres engagements africains en matière de développement urbain et durable. Le rôle de la CEA dans la conception d'un cadre coordonné pour l'engagement africain dans le processus Habitat III a été reconnu par décision du Conseil exécutif de la CUA prise lors de la Conférence de l'Union africaine à Kigali.

## **E. Principales réunions et manifestations à venir**

### **1. Douzième Symposium africain sur le développement de la statistique**

La douzième édition du Symposium africain sur le développement de la statistique se tiendra à Tunis, en novembre, sur le thème « Renforcement des statistiques économiques de base pour l'élaboration des comptes nationaux », avec pour objectif de rallier les États membres autour d'un programme statistique africain unifié visant à renforcer les statistiques économiques de base de sorte qu'elles puissent servir à établir des comptes nationaux de qualité et appuyer ainsi le suivi des processus résultant de l'adoption des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063.

### **2. Réunion annuelle des Mécanismes de coordination sous-régionale de l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD**

La réunion annuelle du Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest se tiendra à Libreville en novembre, avec pour thème l'« Intégration des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 dans les cadres nationaux de planification ». Le Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique du Nord se réunira au Caire en décembre pour envisager le renforcement de l'appui à l'Union du Maghreb arabe (UMA). Prendront part à cette réunion des représentants de l'UMA, des organismes des Nations Unies basés dans la sous-région, de la BAD, de la Banque islamique de développement et d'autres organisations régionales.

### **3. Cinquième session de la Commission africaine de statistique**

La cinquième session de la Commission africaine de statistique se tiendra conjointement avec la dixième session du Comité des directeurs généraux des offices nationaux de statistique en novembre à Abidjan. Prendront également part à cette réunion des représentants des centres de formation statistique, des communautés économiques régionales et des partenaires dans le domaine de la statistique.

### **4. Vingt-deuxième session de la Conférences des Parties à la Conférence-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**

En novembre, en conjonction avec la BAD, la CUA, l'Agence du NEPAD et la Banque mondiale, la CEA assurera à Bab Ighli, Marrakech, l'animation du Pavillon africain qui sera mis sur pied à l'occasion de la vingt-deuxième session de la Conférence sur le climat et de la douzième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto. Les manifestations parallèles du Pavillon africain toucheront à des thèmes cruciaux et à des questions fondamentales pour l'application de l'Accord de Paris, de même qu'aux questions climatiques les plus pressantes pour le programme de transformation de l'Afrique.

### **5. Semaine africaine du commerce**

En collaboration avec la CUA, la CEA organisera la Semaine africaine du commerce qui se tiendra en novembre à Addis-Abeba. Les activités porteront sur l'accord relatif à la zone continentale de libre échange et mettront l'accent sur la facilitation et la concrétisation des échanges commerciaux. L'objectif principal est de créer une large plateforme intégrée et inclusive permettant aux divers groupes concernés par le commerce, notamment les agents de la fonction publique, les parlementaires, le secteur privé et la société civile, de se concerter sur les politiques relatives au projet commercial actuel de l'Afrique.

### **6. Dixième Conférence économique africaine**

La dixième Conférence économique africaine se tiendra en décembre à Abuja, avec pour thème « Nourrir l'Afrique : vers une agro-industrialisation pour une croissance inclusive ». Organisée en collaboration avec la BAD et le Programme des Nations Unies pour le développement, elle sera l'occasion de faire le bilan des stratégies de croissance actuellement déployées en Afrique, en mettant l'accent sur les secteurs agricole et industriel. Il y sera question des réussites enregistrées, des enseignements tirés, des lacunes non comblées, des difficultés à surmonter et des questions nouvellement survenues. Des recommandations y seront faites quant aux politiques qui pourraient être adoptées pour accélérer la transformation agricole et industrielle du continent.

## **7. Deuxième atelier annuel de formation à la négociation des accords économiques**

Le deuxième atelier annuel de formation à la négociation des accords économiques, portant sur le commerce, la taxation, les investissements et les ressources naturelles, aura lieu en décembre. L'objectif général de la CEA à cet égard est d'aider les États membres à formuler des positions communes dans la conduite de leurs négociations internationales, tout en renforçant la capacité des négociateurs africains à conclure les accords les plus avantageux possibles pour leurs pays et leurs régions dans le cadre de leurs négociations bilatérales et internationales. Il s'agit en définitive de considérer les meilleures façons pour les États membres de se prémunir contre les atteintes qui pourraient être portées à leurs intérêts nationaux par suite de leurs négociations internationales et des accords qui en résultent.

## **8. Dialogue des décideurs de haut niveau sur les politiques modernes efficaces pour le développement des bioénergies en Afrique**

Ce dialogue sur les politiques, organisé par la CEA en partenariat avec la CUA et l'Agence du NEPAD en décembre à Nairobi, évaluera la mesure dans laquelle les trois organisations sont arrivées à intégrer les bioénergies dans leurs politiques et leurs plans. Il entend également sensibiliser aux mécanismes qui existent dans le domaine bioénergétique pour soutenir la formulation de politiques, la recherche, la conception et le déploiement, le financement et l'investissement, et le potentiel manufacturier. Le dialogue viendra également compléter les informations disponibles quant aux implications qui se font jour, aux lacunes existantes et aux recommandations qu'elles suscitent.

## **9. Réunion de groupe d'experts sur le rôle de l'économie verte inclusive dans la réalisation des objectifs de développement durable**

L'objectif de cette réunion, qui se tiendra à Addis-Abeba en décembre, est de permettre à des décideurs de haut niveau et à des experts d'examiner le projet de rapport consacré à la « Réalisation des objectifs de développement durable au moyen d'une économie verte inclusive », tout en l'étoffant de leurs apports et commentaires en vue de sa finalisation. La réunion sera également un

lieu d'échange de données d'expérience et d'enseignements tirés, ainsi qu'un moyen d'améliorer la compréhension et l'appréciation de la valeur de l'économie verte inclusive en tant que moyen de réalisation des objectifs de développement durable et de ceux, apparentés, de l'Agenda 2063. Elle entend également renforcer les connexions et la coordination dans la perspective de la concrétisation de l'économie verte inclusive et de la réalisation des divers objectifs arrêtés.

## **F. Partenariats**

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie de partenariat, la Commission continue de collaborer avec des organisations panafricaines telles que la CUA, l'Agence du NEPAD et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Parmi les nouveaux partenariats figurent :

- Un memorandum d'accord avec l'Institut africain de droit international à Arusha (République-Unie de Tanzanie) établissant un cadre de collaboration pour la prestation d'activités dans des domaines d'intérêt mutuel;
- Un partenariat avec l'Université of Genève (UNIGE) concernant plusieurs domaines dont ceux du renforcement des capacités, de la formation et de la recherche;
- Un partenariat avec l'OCDE et l'OMC en vue de la mise au point d'une base de données africaine des échanges en valeur ajoutée, destinée à appuyer le programme d'intégration régionale et de transformation économique du continent. La base de données donnera aux pays et régions les moyens de mieux cerner la nature et la mesure de leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales.
- La Commission se joindra à l'initiative «E-commerce pour tous» qui vise à coordonner l'assistance au commerce électronique, et réunit, entre autres, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, d'autres commissions régionales des Nations Unies, d'autres organismes internationaux et le secteur privé.

- Un partenariat avec le Global Green Growth Institute afin de mettre sur pied des mesures coordonnées pour soutenir les États membres dans la formulation de leurs politiques de transition vers une économie verte inclusive. La CEA et ledit Institut mondial de la croissance verte organiseront conjointement une manifestation consacrée à la finance verte en Afrique, à l'occasion de la Semaine du développement de l'Afrique en 2017. D'autres domaines de collaboration seront envisagés dans le cadre de ce partenariat.
- Une coopération trilatérale entre la CEA, les gouvernements africains et la Chine est à l'étude en vue du financement du « groupe de réflexion Afrique » de l'Alliance des villes.